

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

ÉDITORIAL

Banqueroute capitaliste

L'affaire des *subprimes* et les pertes colossales des banques qui en sont une des conséquences font peur. Peur à qui? On prie pour que le système financier ne s'effondre pas. Si cela n'avait pas des conséquences dramatiques, cela serait presque drôle d'entendre les chantages du capitalisme débridé espérer la rescousse de l'Etat.

Pourtant, tout est faussé. Pourquoi les grands dirigeants ont-ils des salaires pharaoniques? Parce qu'ils ont des immenses responsabilités, et parce qu'ils prennent de très grands risques. Et puis quoi encore? Marcel Ospel sort par la petite porte, mais avec de gros millions accumulés pendant des années. Voilà ce qu'il risquait dans le pire des cas, et voilà comment il prend ses responsabilités. La crise implique de grosses pertes. Si ce ne sont pas les dirigeants qui perdent (il est d'ailleurs à noter qu'un membre de l'équipe de M. Ospel a même eu une promotion suite à cette crise), c'est qu'il doit y avoir d'autres victimes.

Les salariés qui seront licenciés, eux, paieront les pots cassés, se retrouveront au chômage et avec moins d'argent que leur *big boss*. Pourtant, ils sont moins fautifs. Cette situation à l'UBS est le reflet du système capitaliste: les grands prennent les risques, et les petits en font les frais. Lorsque tout va bien, l'Etat n'est, aux yeux des capitalistes, qu'un parasite qu'il faut amaigrir. Cependant, dès qu'il y a de gros problèmes financiers, ce sont l'Etat et les contribuables qui doivent venir au secours des entreprises privées.

Le système capitaliste en plus d'être injuste est hypocrite. Il ne se tient même pas à ses propres règles, qui voudraient que ceux qui prennent les risques soient les perdants en cas de problèmes. En réalité, les perdants sont toujours les mêmes. Sauf si... (voir notre dossier sur mai 68)

Rédaction



Manifestation de solidarité avec le mouvement étudiant français à la gare de Lausanne, le 13 mai 68. Les illustrations du dossier proviennent de l'exposition Une Suisse rebelle du MHL (voir agenda p. 16).

DOSSIER: MAI 68, 40 ANS D'ESPOIR

Mai 68, 40 ans d'espoir

Dans le flot des commémorations plus ou moins mondaines, attendries ou dénonciatrices, Pages de gauche, vous propose de prendre prétexte des 40 ans de Mai 68 pour revenir sur ce que fût cet événement – une étape essentielle pour la gauche. Notre dossier rappelle que si l'on se souvient de mai 68, c'est car ce que ce mouvement social a été profond et a mis en péril les fondements même de la société capitaliste d'après-guerre. Mai 68 fût d'abord un immense mouvement social, la plus grande grève de l'histoire de France. Depuis la deuxième guerre mondiale, dans les sociétés industrielles, aucun autre événement n'a autant mis à nu, exposé et contesté les rouages du système capitaliste: exploitation, domination, hiérarchie, autoritarisme, sexisme, productivisme, aliénation, pollution, etc.

Au-delà des sempiternelles barricades du quartier latin, les différents articles du dossier mettent en lumière la composante ouvrière du mouvement, les 9-11 millions de grévistes, qui ont fait la force de la lutte.

Mai 68 – Mai 2008? s'interroge finalement notre dossier: quelles utopies, quelles demandes formulierions nous aujourd'hui, si nous étions pris dans une telle révolte? la rédaction de Pages de gauche fournit quelques pistes.

Réd.

Suite du dossier, pp. 5-10.

Point fort
Une AVS pour les riches et hors des réalités.

Page 3

National
L'initiative sur les naturalisations est anti-démocratique.

Page 12

Engagements
Rencontre avec Charles-André Udry

Page 15

Journaux intimes

Je le clame haut et fort: oui, je lis la presse gratuite. Mais qu'on ne me jette pas la pierre, il s'agit là d'un acte militant. Je m'explique: faisant partie depuis un certain temps de la catégorie de population nommée «pendulaires» (Homo autobus pendularius), je vis chaque matin le traumatisme du train bondé de gens plus ou moins ordinaires, la mine terne, la cravate lisse, et n'ayons pas peur des mots, relativement antipathiques. Mon activité professionnelle consistant essentiellement à faire preuve quotidiennement d'entre-gent et de solidarité, il est des moments où je me réserve le droit d'être un parfait misanthrope. L'heure succédant mon café en est un. Pour éviter donc que, dans un accès de violence - gratuite - mon trajet en train quotidien ne se transforme en «matin des Bulgares», je me plonge corps et âme dans le *20 Minutes* et le *Matin Bleu*. Acte militant, donc.

Bref, je lis les gratuits. Et m'en délecte. Leurs colonnes relèvent d'une part de mystère qui ne peut laisser personne indifférent! Pour ma part, j'en ai résolu certains. Par exemple, leur rédacteur le plus prolifique, ATS, n'est pas l'abréviation d'un Alphonse Théodore Schmitt quelconque. Ou encore, ce qu'évoquent les titres. *20 Minutes*, c'est clair, c'est le temps qu'il faut pour le lire, multiplié par quatre (comme les points cardinaux), le tout converti en Joules bien entendu. Pour le *Matin Bleu*, c'est plus fin. Vous vous souvenez du film le Grand

Bleu, où un mec préfère aller papoter avec un dauphin que de coucher avec Rosanna Arquette? Bien. Dans ce film, on évoque le «Monde du silence», le doux plaisir à «faire le vide», les créatures marines aussi du coup (mollusques, crustacés...). Voilà: le *Matin Bleu* est vide, nous plonge dans une consternation silencieuse, et s'adresse principalement aux mollusques. D'où la référence au film, claire comme de l'eau de roche.

Mais d'autres mystères persistent (et signent ATS). Comme cette capacité un brin admirable à nous faire nous soucier de la couleur de la jupe de Britney Spears. Cette habileté à mettre au même niveau d'information la bague de Carla Bruni et le mouvement social historique incarné par les grévistes tessinois de CFF-Cargo, en pleine lutte des classes. Cet enthousiasme qu'ils mettent à dépeindre Yverdon comme plus dangereux que les faubourgs de Calcutta. Cette compassion qu'on a pour ce chaland vendeur de cailles désossées à Burtigny s'inquiétant du H5N1. Cette drôle d'impression d'avoir lu dans l'horoscope les informations les plus fiables du canard. Et j'en passe. Après tout ça, difficile me direz-vous de vous lancer dans la lecture du *Pages de Gauche* que vous tenez en main, dont le seul et unique objectif est d'informer, critiquer, dénoncer, proposer... Pas gratuitement, certes, mais toujours (ou presque) sérieusement.

Maurizio Colella

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel: Fr.49.-
Abonnement de soutien: Fr.130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chô-m-euse-ur-s): Fr.29.-
CCP 17-795703-3

Contact par courrier ou à
info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Samuel Bendahan (SB), Maurizio Colella (MC), Romain Felli (RF), Nicolas Gachoud (NG), Mathieu Gasparini (MG), André Mach (AM), Raphaël Mahaim (RM), Cyril Mizrahi (CM), Philippe Mivelaz (PhMi), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Rebecca Ruiz (RR), Mathias Schaer (MS), Julien Wicki (JW).

Comité:

Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Dominique Hartmann, Pierre-Yves Maillard, Jean-Marie Meilland, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Florian Ruf, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

Comité de parrainage:

Franco Cavalli, Valérie Garbani, Stéphane Rossini.

Collaboration permanente:

Christian D'Andrés, Grégoire Junod, Salima Moyard, Philipp Müller, Marc Olivetta, Christian Vullioud.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

Julien Wicki, Lausanne

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

SOMMAIRE

- 1 Banqueroute capitaliste
- 2 Journaux intimes
- 3 Une AVS pour riches et hors des réalités!
- 4 CFF-Cargo: la lutte paie
- 5 à 10 Dossier: Mai 68, 40 ans d'espoir
- 11 La Bolivie à la croisée des chemins
- 12 La naturalisation par les urnes est antidémocratique
- 13 Des molosses à Berne?
- 14 Grimm, une boussole pour le socialisme?
- 15 Entretien avec Charles-André Udry, animateur du MPS
- 16 La dernière – Agenda



Une AVS pour riches et hors des réalités!

Le débat sur l'AVS est une espace privilégié de slogans, d'a priori et de catastrophisme. L'AVS «en faillite» n'est certes plus l'image favorite et utilisée abusivement par les néo-libéraux de ce pays. Elle est cependant remplacée par une stratégie de réduction des prestations, tout aussi néfaste. Les rentiers, que l'on croit mieux lotis que les jeunes générations, devraient donc contribuer à une symétrie des sacrifices. Pour qui? Pour l'économie, qui refuse de financer davantage ce régime, alors même que depuis 30 ans les cotisations n'ont pas augmenté!

Stéphane Rossini,
Conseiller national, PSS

Ces raisonnements se fondent sur une vision politique étriquée de la prévoyance vieillesse et, plus particulièrement, du régime AVS, dont les objectifs constitutionnels de couverture des besoins vitaux ne sont pas atteints. Ils découlent aussi d'une erreur fondamen-

...Comme si l'allongement de la durée de vie devait imposer la reconsidération des progrès sociaux obtenus...

taile de jugement sur la situation effective des rentiers. Comme si l'allongement de la durée de vie devait imposer la reconsidération des progrès sociaux obtenus grâce à la contribution du système de protection sociale! Cette approche de la solidarité n'est pas admissible. Elle postule une régression sociale pour les catégories de population qui ne figurent pas parmi les tiers des plus favorisés.

DÉCISIONS DU NATIONAL

Dans cette logique, en mars dernier, le Conseil national a décidé sans la moindre hésitation, et très clairement, d'une part, l'élévation de l'âge de la retraite pour les femmes à 65 ans et, d'autre part, de ne pas accorder de flexibilisation sociale pour celles et ceux qui souhaiteraient ou seraient contraints de sortir plus tôt du marché du travail. Et puis, des restrictions à l'adaptation des rentes pourraient intervenir avec des règles nouvelles d'application de l'indice mixte.

La gauche n'est donc pas

parvenue à obtenir le moindre consensus, la grande majorité du PDC jouant la carte néo-libérale dans ce dossier. L'initiative de l'USS pour une retraite flexible dès 62 ans reste donc d'actualité. Il ne semble pas y avoir de miracle à attendre de la part du Conseil des Etats dans ce dossier.

CYNISME

L'attitude des partis bourgeois est cynique. Elle ne respecte ni la Constitution, s'agissant du niveau des rentes AVS, ni la volonté populaire, s'agissant des conséquences du refus par le Peuple de l'AVS en 2004. De plus, elle nie les inégalités entre hommes et femmes sur le marché du travail, entre catégories de rentiers ou encore en matière de flexibilisation. Les injustices sont ignorées.

Le 18 mars, Conseil national a maintenu les privilèges d'une minorité de revenus et de rentiers aisés, pénalisant tous les autres! Les promesses de la 10ème révision et le refus par le Peuple suisse de la première 11ème révision n'auront influencé en rien la nouvelle majorité bourgeoise. UDC et radicaux sont unis pour porter une attaque frontale contre l'AVS. Avec l'aide des PDC et d'une vision catastrophiste du futur, ils sont désormais en mesure de poursuivre leur objectif de démantèlement social.

PAS DE «RENTIER MOYEN»!

Et puis, les milieux de l'économie fondent leur raisonnement sur une erreur

grossière, à savoir l'existence d'une sorte de «rentier moyen suisse», riche et en bonne santé. Or, tel n'est pas le cas! Plusieurs centaines de milliers de rentiers ne disposent que de l'AVS pour vivre et ne parviennent pas à «nouer les deux bouts», mois après mois. Quant à la majorité bourgeoise, elle refuse toujours de voir que les apports de la prévoyance professionnelle sont très inégaux. Une fois encore, des centaines de milliers de rentiers n'ont soit pas de rente LPP, soit une rente LPP de quelques centaines de francs seulement. Ils vivent à la limite des seuils de pauvreté, sans accès aux prestations complémentaires ou aux subventions d'assurance-maladie. On ne saurait accepter que les rentiers du pays le plus riche de la planète doivent recourir à l'assistance publique! Nous ne voulons pas d'un retour de l'assistance et de la charité dans ce pays.

SEULS LES RICHES...

Il est évident que l'actuel système des retraites anticipées est anti-social. Seules les

personnes les mieux formées, aux revenus plus élevés et aux métiers les moins pénibles, avec un bon 2ème pilier, peuvent se l'offrir. Celles et ceux qui sont usés, ont des métiers pénibles et des bas revenus, vivant par ailleurs moins longtemps et dont l'état de santé est également moins bon, sont condamnés à travailler jusqu'à 65 ans, voire à compléter leur retraite par des petits boulots. Il est indécent de le nier.

Si l'AVS, pour certaines catégories de rentiers, ne constitue qu'un apport économique marginal, ce ne sont pas les rentiers pour lesquels l'AVS représente «l'argent de poche» mensuel que nous nous engageons. A ne voir que les rentiers qui voyagent en première classe ou parcourent le monde, certains passent dangereusement à côté de la réalité. C'est irresponsable et inacceptable. Nous attendons des autorités qu'elles soient capables d'appréhender la réalité telle qu'elle est vécue par la très grande majorité de la population, une majorité qui ne peut se passer de la solidarité.

L'UDC EXIGE D'EVELINE WIDMER-SCHLUMPF QU'ELLE DÉMISSIONNE DU CF.



C. KALL

CFF-Cargo: la lutte paie

Le 9 avril dernier, les ouvriers des ateliers CFF-Cargo de Bellinzone reprenaient le chemin du travail, sous les acclamations de la foule. Après un mois d'une grève historique et passionnée, les CFF ont retiré leur plan de restructuration. Une première bataille de gagnée, et de quelle manière. La preuve que la lutte, aujourd'hui encore, paie!

Ce qui s'est passé au Tessin un mois durant est un condensé d'émotions, certes, mais aussi et surtout un véritable vivier de signaux puissants et d'indications claires données par quelques centaines de travailleurs à l'entier de la population, au Conseil Fédéral, au patronat.

UN SOUTIEN DE TOUS BORDS

L'histoire des *officine* de Bellinzone, c'est d'abord un message limpide: non à la privatisation à outrance et la course aux profits. L'implantation des ateliers à Bellinzone a un poids déterminant dans l'activité économique de la région, mais pas seulement. L'ancrage de cette activité est également, et peut-être avant tout, social! Combien des ouvriers de Bellinzone n'ont connu d'autre métier dans leur vie, certains après des décennies de «service»? Combien sont eux-mêmes fils d'anciens ouvriers de

CFF-Cargo? L'attachement à ces ateliers s'est manifesté certes par la grève d'hommes admirablement courageux, mais aussi par un soutien populaire extraordinaire! Hommes, femmes, enfants, politiciens tessinois de tous bords, associations... Tout le canton s'est uni autour de la cause des grévistes, autour du refus d'une politique capitaliste sauvage et inhumaine, injuste et injustifiée. Des manifestations réunissant parfois plus de 10'000 personnes témoignent de cette solidarité unique. Un élan qui s'est étendu également à toute la Suisse, et qui a, d'une part pesé dans les débats, d'autre part confirmé que l'orientation que les ouvriers ont décidé de donner à ce conflit, était la bonne.

UNE CONSCIENCE OUVRIÈRE FRUIT D'UN LONG PROCESSUS

Bellinzone, c'est également, donc, un enseignement en termes de politique et d'orien-

tation syndicale. Comme le confiait le syndicaliste Matteo Pronzini au journal *Solidarietà* le 10 avril dernier, avec la création du comité «*Giù le mani dalle officine!*» («*Bas les pattes des ateliers!*») dans les années 80, les travailleurs de Bellinzone ont pu poser les bases d'une conscience syndicale profonde. Le comité devenant réellement l'espace où les ouvriers pouvaient débattre de leurs conditions de travail, décider des mesures à entreprendre, etc. Assemblées de tra-

...un cri de ras-le-bol envers la prétendue inéluctabilité de la course à la privatisation...

vailleurs régulières, conférences, manifestations... Autant d'éléments qui ont contribué à faire naître ce mouvement de grève spectaculaire et surtout, pour l'heure, victorieux! Un mouve-

ment voulu, porté et dirigé par les ouvriers, par la base elle-même, mais qui est le fruit d'un long processus. Enfin, le soutien du syndicat Unia à la lutte a mis à disposition une infrastructure, des moyens de communication, une visibilité et surtout une capacité de mobilisation dont ne disposait pas le SEV au Tessin.

OSER LUTTER, SAVOIR VAINCRE!

Poser ses revendications, les légitimer par des faits, mettre l'adversaire face à ses contradictions (bénéfice annuel des CFF, salaire d'Andreas Meyer, Leuenberger qui attend trois semaines avant de demander à jeter un œil aux comptes, etc.) et décider ensemble, démocratiquement des actions à entreprendre. Comme la grève. Oui, faire la grève fait peur. Non, cela n'amuse personne. Mais penser de la grève qu'elle est un instrument dogmatique revient à insulter la capacité de discernement des ouvriers et négliger la pertinence de leurs choix, de leurs raisons. La grève est juste. Elle est un instrument. Elle s'est posée là, comme la mesure de lutte la plus à même de contrer la violente attaque patronale subie par les travailleurs. Donc la lutte n'était donc pas «simple» pour la sauvegarde de leur emploi, mais aussi un cri de ras-le-bol envers la prétendue inéluctabilité de la course à la privatisation et au profit, envers le démantèlement économique et social du Tessin. Un cri qui a rallié l'entier de la population à la cause, et qui a donné naissance à un mouvement social qui fera date dans l'histoire helvétique, et pas seulement parce qu'il fut couronné de succès. A nous toutes de savoir en tirer les enseignements, car là réside la vraie victoire.

Construction: cette fois, c'est la bonne?

Le vide conventionnel qui règne depuis le mois d'octobre 2007 sur les chantiers semble toucher à sa fin. Le 14 avril dernier en effet, Jean-Luc Nordmann, qui avait accepté d'endosser une nouvelle fois le rôle de médiateur au conflit, annonce à la presse qu'un accord entre syndicats et patronat avait été trouvé. L'accord (qui devra être approuvé par les assemblées de délégués des parties les 24 et 26 avril) pratiquement reprend les grandes lignes du compromis qui fut proposé en décembre, avant d'être scandaleusement botté en touche par les délégués patronaux en janvier, et «précise» quelques points relatifs à la durée de travail. Pour rappel, la Société suisse des entrepreneurs (SSE) exigeait une hausse de la flexibilité horaire sur les chantiers, hausse à laquelle les syndicats opposaient clairement leur veto, la convention en vigueur permettant déjà des adaptations du calendrier de travail largement suffisantes. Seulement voilà, l'attaque patronale, d'une violence sans précédent, avait essentiellement pour cible non pas le temps de travail, mais bien les syndicats C'est aujourd'hui une certitude.

Quelles sont les raisons du dénouement du conflit? Une forte pression est venue certes des menaces des syndicats de ne pas renouveler leur soutien aux accord bilatéraux, remettant ainsi en question l'extension de la libre-circulation des personnes. Nordmann a sans doute réalisé bien vite qu'au-delà du conflit sectoriel dont il était désormais en charge, ce sont les Bilatérales qu'il devait sauver! Nul doute que des pressions politiques de toute part ont fait flancher la SSE, noyautée probablement par l'UDC. Mais il serait erroné d'oublier également l'extraordinaire mobilisation des ouvriers du bâtiment dans tout le pays, et ce depuis le mois de juin dernier. Les accords cantonaux signés en Suisse romande et au Tessin entre janvier et mars en sont la preuve: ce sont là les régions de Suisse qui historiquement connaissent un potentiel de mobilisation élevé. C'est certainement là l'enseignement le plus important à tirer de ce conflit, dont on ne peut garantir qu'il ne se posera pas à nouveau dans un avenir proche.

DOSSIER: MAI 68, 40 ANS D'ESPOIR

Mai 68: se souvenir, apprendre et reconstruire

Il faut noter les ressemblances entre juin 36 et mai 68 en France. Dans les deux cas, une grève immense paralyse le pays, les travailleurs et les travailleuses s'organisent sur leurs lieux de travail, développent de manière autonome des demandes, des analyses, des revendications politiques. Dans les deux cas, c'est une «brèche», une rupture radicale avec l'ordre établi qui prend place. La bourgeoisie, la droite prennent peur, mais autant que la bourgeoisie, c'est la gauche stalinienne, avant-gardiste, qui ne comprend pas et qui craint pour son monopole.

Dans l'opinion de la gauche stalinienne, le prolétariat, c'est-à-dire les travailleuses et les travailleurs, sont incapables de comprendre une situation, de s'organiser et d'articuler des revendications. Ils doivent être instruits, encadrés, dirigés et surtout soumis à l'appareil, au parti qui sait mieux qu'eux, qui sait pour eux, ce qu'ils doivent faire.

En juin 36 comme en mai 68, l'appareil d'encadrement staliniste montre son aspect

...ces moments de rupture, où s'incarne la possibilité de changer la société, où le socialisme se réalise en actes...

monstrueusement autoritaire et réactionnaire: il met tout en œuvre pour que cesse la démocratie venue d'en bas, la grève générale spontanée. En 36, c'est Maurice Thorez déclarant qu'«il faut savoir arrêter une grève dès que satisfaction a été obtenue». En 68

c'est Georges Marchais écrivant dans *L'Humanité* du 3 mai un article violent intitulé «*De faux révolutionnaires à démasquer*», où il s'en prend par exemple à «*l'anarchiste allemand Cohn-Bendit*». Quant au socialisme démocratique, il brille par sa pusillanimité et son manque d'enracinement dans la classe ouvrière (à quelques notables exceptions près).

Dans ces deux cas pourtant, comme en 1871, comme en Allemagne en 1918-1919, comme à Budapest en 1956, c'est la voix de la liberté et de la démocratie qui s'élève. 1968 c'est la volonté de rompre avec les hiérarchies, avec l'autoritarisme, avec le patriarcat, avec la domination au travail, avec l'aliénation. 1968 en France, c'est la plus grande grève de l'histoire de France comme nous le rappelle Gérard Filoche dans ce numéro, et non pas seulement une «contestation étudiante»



© MUSÉE NATIONAL SUISSE ZÜRICH
Nul besoin d'attendre la venue de Blocher au Comptoire pour que manifestants et policiers s'affrontent devant le palais de Beaulieu. Il s'agit ici d'une manifestation contre la présence de la dictature portugaise à ce même comptoire le 8 septembre 1973.

comme essaient de le faire croire (en supposant que cela est méprisant) les réactionnaires d'hier comme d'aujourd'hui.

La gauche doit absolument cultiver la mémoire de ces moments de rupture, où s'incarne tout à coup concrètement la possibilité de changer la société, de changer les rapports économiques et sociaux inhumains, où le socialisme se réalise soudainement en actes et pas seulement en paroles. Mais la gauche doit se souvenir des échecs qu'elle a endurés par manque de courage, par peur de la démocratie et de l'autogestion, par retenue mal placée.

Comme elle devra à l'avenir se souvenir de ce qui s'est passé ces jours au Tessin. Un saut en Suisse, quarante après, nous mène presque naturellement chez les ouvriers de CFF-Cargo à Bellinzzone, qui ont mené une lutte exemplaire, occupant un

mois durant leur atelier. Courage, détermination, conscience ouvrière et gestion ouvrière du conflit, intransigeance face aux manœuvres patronales et politiques (y compris à gauche) visant à étouffer leurs revendications dans l'œuf, soutien populaire sans précédent... Autant d'éléments qui s'inscrivent directement dans le principal héritage politique et social de mai 68. Mais dont, surtout, la gauche doit définitivement se convaincre qu'elle doit s'en nourrir! C'est par des mouvements désormais considérés historiques, et du même acabit que celui de Bellinzzone, qu'est né le socialisme. C'est là son essence, c'est là sa raison d'être, c'est là son objectif. S'en souvenir est un devoir pour la gauche, le cultiver une nécessité.

Romain Felli et
Maurizio Colella

Mai 68 mondain contre Mai 68 social

Contre les tentatives de récupération, il est urgent de rappeler le caractère social de mai 68.

6-7

La cymbale et la politique

Les conséquences du mouvement, malgré son relatif échec, furent nombreuses.

7

Une menace contre l'ordre établi

Mouvement social, mai 68 plonge ses racines dans les luttes ouvrières et anti-coloniales.

8

Les utopies d'aujourd'hui

Quatre propositions pour changer le monde

9-10

DOSSIER: MAI 68, 40 ANS D'ESPOIR

Mai 68 mondain contre mai 68 social

Les commémorations officielles des 40 ans de mai 68 doivent beaucoup à Nicolas Sarkozy. En affirmant qu'il voulait « liquider mai 68 », celui-ci a en effet réveillé une envie de vérité sur ce qui fut la plus grande grève générale de l'histoire de France et peut-être du monde.

Par Gérard Filoche,
rédacteur en chef de
Démocratie et socialisme

Après tout, vouloir en liquider le souvenir, c'est le meilleur hommage à lui rendre : cela prouve que 40 ans après, mai 68 est encore présent au point qu'il obsède encore l'actuel président et la droite. Du coup, les commémorateurs médiatiques officiels, ayant senti le danger, ne présentent plus mai 68 que sous son jour mondain, historiquement déformé, dénaturé. On a droit aux Serge July, Daniel Cohn-Bendit, Laurent Joffrin, Romain Goupil, sans souci de leur trajectoire inversée.

Serge July explique que « mai 68, c'est la dernière grande grève du XIXe siècle ». Cohn-Bendit répète « Oubliez Mai 68 ». Joffrin fait un journal droitier (*Libération* NDLR) qui se prétend indûment l'héritier de mai 68. Goupil approuve l'intervention de Bush en Irak avec l'autre soixante-huitard Bernard Kouchner passé de l'autre côté de la barrière. *France inter* organise le 22 mars, entre la Sorbonne et l'Odéon, une journée avec tous ces gens-là sans même donner la parole à un seul syndicaliste. Ladite journée se conclut par le « téléphone sonne » consacré à un vieux débat entre Albin Chalandon et Jean-Jacques Servan-Schreiber, revu et commenté par Laurent Joffrin. On a vu des télévisions laisser monopoliser la parole sur mai 68 par des Max Gallo, Glucksmann père et fils, et autres Tillinac.

LA PLUS GRANDE GRÈVE DE L'HISTOIRE DE FRANCE

En fait, Nicolas Sarkozy ne veut pas « liquider » le mai 68 mondain, il orchestre même sa mise en médias : n'a-t-il pas pris Kouchner le va-t'en guerre dans son gouvernement ? Un tiers

mondiste, deux tiers mondain ? Non, ce qu'il craint c'est le mai 68 social, pas celui des étudiants mais celui des 9 à 11 millions de grévistes.

Tout le monde aurait oublié les étudiants, les barricades de Gay-Lussac, s'il n'y avait pas eu l'immense grève générale, la plus grande de l'histoire de France. Par exemple, le mouvement étudiant allemand – je suis allé manifester aux côtes de Rudy Dutschke à Berlin en février 68 –, était beaucoup plus fort que le mouvement étudiant français, mais personne ne se souvient du mouvement étudiant allemand car il n'y a pas eu de mouvement du salariat allemand de l'ampleur du mai 68 français. Mai 68 n'est pas résumable aux barricades étudiantes ! D'ailleurs les premiers barricades de 68 sont ouvrières : fin janvier 1968, c'est à Caen qu'elles commencent pen-

...*Pourquoi personne ne se souvient du mouvement étudiant allemand ?*...

dant huit jours avec des manifestations à répétition, barricades et grèves de jeunes ouvriers de la Saviem, de Ferrodo, de Moulinex, qui mettent la ville en état de siège.

HISTOIRE DE LUTTES

Mai 68 est le produit d'un long processus de luttes sociales qui commence en 1963 avec la grève des mineurs qui, en trois mois, en dépit de la réquisition de de Gaulle, finit par obtenir le 5 avril, 11% d'augmentation de salaires. C'est un signal déclencheur pour quatre ans de luttes montantes, le nombre de jours de grèves, de grévistes, la durée des grèves, les formes de luttes vont aller croissantes... En 1966 et 1967, il y a deux « 17 mai », deux

journées nationales d'action unitaires CGT, CFDT, FO, FEN massivement suivies contre les ordonnances anti-sécurité sociale de Georges Pompidou. Elles mobilisent deux fois un à deux millions de personnes. En mars 1967, aux élections législatives, la gauche manque la majorité au Parlement d'un seul siège. Dans ces années-là, les conflits célèbres et durs se multiplient comme à Redon ou à Rhodiaceta. Les signes annonciateurs sont là : seul un journaliste du *Monde* comme Pierre Vianson-Ponté ne les voit pas, il écrit en février « la France s'ennuie » alors que la France entière est prête à exploser.

L'EXPLOSION

Au début, l'explosion n'est en effet qu'un mouvement radical de la jeunesse scolarisée, qui porte à la fois sur des questions universitaires, scolaires et anti-hiérarchiques. Cela occupe le terrain d'avril à début mai, avec l'apogée de la « nuit des barricades » du 10 mai. Mais tout bascule surtout les 15, 16 et 17 mai, quand une vague sans précédent profite de l'occasion pour parcourir tout le pays : de Sud-Aviation à Renault-Cléon, dans toutes les entreprises du pays, par millions, tous les salariés entrent dans un vaste mouvement de grève prolongé pour les salaires, les conditions de travail, la durée du travail. C'est ce qui provoque la crise du régime sur le point de s'effondrer. Le général de Gaulle ne comprend rien à ce qui se passe, il ordonne la répression et même de tirer sur la foule ; il n'est même pas suivi par son premier ministre et ses préfets, va en douce chercher l'armée, puis revient, et profitant de l'incapacité de la gauche à se mettre d'accord, à demander des élections, à proposer une issue politique, prend le premier l'initiative de dissoudre l'Assemblée nationale.

Pendant ce temps-là, le gouvernement Pompidou négocie et fait d'importantes concessions de salaires, d'amélioration



Affiche d'appui aux grèves lancées sans l'aval Vertnissa, Hispano et Charmilles - pour obtenir

de conditions de travail, de droits syndicaux, de promesses de réduction de la durée du travail à Grenelle. Bien que les avantages soient grands, les salariés estiment n'en avoir pas assez et continuent trois semaines de plus, par millions, la grève...

C'est la plus grande grève de l'histoire de France et sans doute du monde. Tous sont touchés, industrie et services, métallos, chimistes, cinéastes, gardiens de musée, joueurs de foot, chirurgiens dentistes ou infirmières, enseignants et gardiens de prison. Partout un véritable soulèvement social massif effraie le patronat.

MAI 68, HISTOIRE SANS FIN...

Au point que 40 ans après, la force propulsive de mai 68 n'est pas épuisée. On n'a cessé d'en revoir le scénario, en

DOSSIER: MAI 68, 40 ANS D'ESPOIR

mars 1973 contre la loi Debré, en 1976 et 1979 à l'université et dans la sidérurgie, en 1986 avec la mort de Malik Oussekin, le retrait du plan Devaquet et la grande grève qui a suivi, en 1994 avec la grande manifestation contre Bayrou et celles contre le CIP, en novembre-décembre 1995 contre le plan Juppé, en 2003 contre les scélérates lois Fillon contre les retraites, en 2006



des syndicats dans plusieurs entreprises -
ir de meilleurs salaires, Genève, 1971.

contre le CPE... La vie sociale profonde de notre pays reste encore structurée par les effets profonds de la grande grève de mai 68. La victoire de la gauche en 1981 est un effet différé de mai 68. La victoire de Lionel Jospin en 1997 est un effet différé de novembre-décembre 95.

C'est cela qui effraie Sarkozy et lui a fait défier, calomnier, dénaturer mai 68 : il a raison car c'est une grande grève générale de ce type qui stoppera l'ensemble de la politique intégriste, néo-libérale, réactionnaire qu'il met en œuvre depuis cinq ans. A nous d'y travailler dans l'unité de toute la gauche !

A LIRE

Gérard Filoche, *Mai 68 histoire sans fin, liquider mai 68, même pas en rêve*, JC Gawsevitch, 2008

MAI 68, LA CYMBALE ET LA POLITIQUE

Par André Gavillet

Les enfants d'après-guerre, les baby-boomés, les soixante-huitards entrent (battent) en retraite. Du seul fait qu'ils ont pris de l'âge, ils provoquent un renversement démographique: celui du rapport entre la population active, qui crée la richesse nationale disponible, et la population non-active.

En quarante ans, on a glissé dans une autre société, qui est à la recherche de solutions politiques qui lui soient propres. Lesquelles? Certains dans cet exercice pratiquent la politique du balancier: ce qui était vérité en 68 devient erreur en 2008, à l'esprit libertaire devrait succéder l'autorité incontestée. Le président français Sarkozy a fait sa campagne électorale en critiquant frontalement l'idéologie de mai 68, mais à gauche aussi des voix s'élèvent pour rappeler que la liberté ne s'obtient pas seulement par une levée des interdits, mais par la régulation et, le mot ne faisant plus peur, l'ordre.

Les jugements sur mai 68 doivent, pour être historiquement pertinents, tenir compte du caractère bicéphale du mouvement: la fronde explosive des étudiants et la grève générale, la plus extensive que la France ait connue. D'une part, les premières critiques de la société de consommation par une petite fraction de la population, les étudiants, en majorité fils et filles de bourgeois, et d'autre part la masse des travailleurs désireux d'accéder plus pleinement aux fruits de la consommation, à défaut de ceux de l'abondance.

Toutefois il est possible de tirer de cette expérience unique quelques leçons, toujours valables.

RADIOPHONIQUEMENT

Les pavés, les barricades furent à la fois un défi et une mise en scène. Rien à voir avec celles de la Commune qui furent sanglantes. Ludiquement, on provoqua les CRS (SS) comme on joue aux gendarmes et voleurs. Ce fut violent, brutal même, mais contenu. L'amplification fut le fait de la radio, notamment de la radio privée *Europe n°1*, qui était une radio libre, appartenant à un milliardaire français. Passant du style yé-yé et Salut les copains au reportage en direct des affrontements, elle amplifiait la résonance de la révolte. A l'époque, les médias (radio et télévision) étaient par la structure de l'ORTF sous le contrôle direct du pouvoir gaulliste. Le filtrage de l'information fut donc mis en échec. Une conquête incontestable de mai 68 est d'avoir ébranlé le monopole étatique. Nous avons aujourd'hui encore à en faire une

règle fondamentale de la démocratie, celle de la séparation du pouvoir politique et des médias.

LE GUÉPÉOU

Mai 68 illustre le déphasage entre le parti communiste et les étudiants. L'image est connue. Celle de Louis Aragon, en septuagénaire à la crinière de cheveux blancs, descendu sur les boulevards du Quartier latin manifester son soutien, et apostrophé, comme stalinien, par Cohn-Bendit. Trois mois plus tard, ce fut à Prague l'application du droit d'ingérence version Brejnev. Louis Aragon lui-même prit vivement ses distances, sans aller jusqu'à la rupture avec son parti. On fera crédit à mai 68 de n'avoir pas chipoté sur le sens du mot «Liberté».

NANTERRE

Il est fascinant d'observer comment un chahut à Nanterre s'amplifia jusqu'à remettre en cause le concept d'autorité. La France centralisatrice, cultivant le prestige des hautes écoles, pays de mandarinat, se prêtait à cette contestation. L'autorité ne fut plus considérée comme de droit divin ou paternaliste, mais comme une adhésion à une personne s'imposant par ses qualités personnelles et professionnelles. Même si c'est sur ce point que le balancier tente un retour en arrière ostensible, l'évolution d'une autorité imposée à une autorité reconnue est un apport irréversible de mai 68.

L'ÉPREUVE POLITIQUE

On a fait à mai 68 des reproches de toute nature: pas de changement profond dans la relation capital-salarié; pas d'impulsion forte à la construction de l'Europe ou à la décentralisation. Mais il est excessif de demander à un mouvement, qui fut un grand coup de cymbale, des résultats politiques qui ne peuvent être menés à bien que dans la durée. Et ces domaines de la patience politique sont notamment l'urbanisme, le logement, la pédagogie, le financement équitable du coût de la population non-active, l'organisation du contre-pouvoir syndical, la garantie de l'indépendance médiatique.

Mai 68 ouvrit la porte du pouvoir, treize ans plus tard, au socialisme de François Mitterrand. L'utopie – changer la vie – se mesurait à l'épreuve de la réalité sociale. On a parlé avec mépris de «récupération» politique. C'est pourtant la noblesse de la politique de traduire dans les faits, dans la durée, avec échec et réussite, ce qui se présente d'abord comme une flambée.

DOSSIER: MAI 68, 40 ANS D'ESPOIR

Une menace contre l'ordre établi

Au fil des commémorations, mai 68 a été coupé de sa réalité sociale et politique pour être mieux récupéré par ses stars. Il est temps de redonner à ces événements leur véritable importance, celle du plus grand mouvement social de la France contemporaine.

Un «coup de tonnerre dans un ciel serein», ce lieu-commun est répété à l'envi lorsque on évoque les événements de mai 68. Il permet d'étayer la thèse de ceux qui font de ces événements une crise générationnelle, un «phénomène biologique autant que social» selon les mots du sociologue Raymond Aron. Il constituera le socle de l'interprétation réduisant mai 68 à la révolution sexuelle, l'affirmation des «jeunes», ou l'explosion de l'individualisme, une vision défendue avec brio par notre french doctor attitré, Bernard Kouchner, qui déclarait en 1988: «Nous étions nombrilistes, oublieux du monde extérieur, nous ne voyions pas ce qui se passait dans le reste du monde, nous étions repliés sur nous-mêmes.»

IMPOSER DES BORNES

Cette tentative d'enfermement ne s'est pas limitée aux revendications du mouvement car, en imposant une image du «soixante-huitard-type» (l'étudiant parisien, un pavé dans une main, un pinceau dans l'autre) représenté par quelques «figures» vieillissantes, on a également imposé des bornes sociales, géographiques et temporelles.

Les bornes sociales, nous y revenons à plusieurs reprises dans ce dossier (cf. articles p. 6 et 7). Les bornes géographiques, elles, enferment mai 68 à Paris, voire même au seul quartier latin. Pourtant, en province, les manifestations sont aussi, voire plus violentes, que dans la capitale et y émergent des mouvements qui marqueront longtemps le paysage militant français; c'est le cas, par exemple, des mouvements anti-productivistes qui apparaissent sur le plateau du Larzac au début des années 70 et qui connaissent aujourd'hui un renouveau d'activité dans la lutte de la Confé-

dération paysanne.

Les bornes temporelles, enfin, se manifestent déjà par la dénomination de l'événement: il s'agit de «mai 68», non pas de «l'année 1968», voire de «mai-juin 68». On enferme ainsi les événements entre le 3 (occupation de la Sorbonne par la police) et le 30 mai (dissolution de l'Assemblée, menace d'une intervention armée). C'est occulter la véritable chronologie des événements, notamment les grèves massives de plusieurs millions de salarié-e-s qui continuent en juin, malgré les accords de Grenelle. C'est faire l'impasse sur le radicalisme gauchiste, violent parfois, qui va se développer jusqu'au milieu des années 70.

LUTTES OUVRIÈRES ET ANTI-COLONIALES

Enfin, et surtout, c'est nier les origines d'un mouvement qui plonge ses racines dans les luttes des années 60. Ces luttes se cristallisent autour de deux axes, tiers-mondiste et ouvrieriste. La radicalisation du mouvement ouvrier français est parfaitement soulignée par l'article de Gérard Filoche (p. 6) et ce n'est pas un hasard si, au tout début du mouvement étudiant, on se réfère aux luttes ouvrières comme à un exemple à suivre. «*Quand les flics de la bourgeoisie se heurtent aux mouvements progressistes, ils ne font pas la loi. Les ouvriers de Caen et de Redon leur ont infligé une sévère leçon. Les étudiants qui soutiennent les luttes du peuple se mettront à l'école des ouvriers et des paysans.*» proclame par exemple un tract maoïste distribué les premiers jours de la mobilisation. Mai 68 est également le lieu d'expression du tiers-mondisme et ce n'est pas un hasard si les trois thèmes les plus présents dans les tracts distribués sont l'anti-capi-

talisme, l'anti-impérialisme et l'anti-gaullisme. La guerre d'Algérie, qui se termine en 1962, est proche, ainsi que l'est son lot de violence, policière notamment. Le massacre par la police parisienne de plusieurs dizaines, voire centaines, d'Algériens lors d'une manifestation pacifique le 17 octobre 1961, les neuf morts à la station de métro Charonne suite à la répression d'une manifestation en faveur de l'indépendance de l'Algérie en 1962, font partie du «patrimoine militant» de ces années. C'est dans cette continuité que les tracts étudiants de 68 rappelleront la mémoire de Charonne («CRS, assassins de Charonne», etc.) et donneront des conseils pour éviter les «ratonnades», un terme qui avait été jusque là réservé au passage à tabac et à la poursuite d'Algériens par la police ou l'armée.

MENACE ET RÉCUPÉRATIONS

Mai 68 fut un mouvement social, le plus grand que la France contemporaine ait connu et s'inscrivant profondément dans les luttes et la réalité de la gauche française. En l'espace de quelques décennies, le système bourgeois a démontré, à son égard, ses formidables capacités d'assimilation. Dans un premier temps, les événements ont été enfermés, nous l'avons vu, dans des carcans social, géographique et temporel étriqués. Puis la portée du mouvement a été restreinte à quelques thèmes facilement réductibles autour de slogans tels que «Il est interdit d'interdire» et autres «L'imagination au pou-



En Suisse aussi, les mobilisations des années 60-70 s'ancrent dans les luttes internationales.

voir». On a ensuite pu vouer mai 68 aux gémonies, accusé en vrac d'être le responsable de l'individualisme contemporain, de la perte des valeurs familiales, de la suppression des notes à l'école ou du développement du «mauvais» capitalisme financier en opposition au «bon» capitalisme industriel (les ouvriers des usines en grève doivent se retourner dans leurs tombes). Tout est prêt pour balancer aux oubliettes de l'histoire ce qui reste comme le dernier grand mouvement de contestation du système capitaliste dans nos démocraties occidentales. Pourquoi un tel retour de manivelle? Peut-être justement parce que mai 68 représenta un éclatement des barrières sociales et leur remise en cause qu'il fallait pouvoir gommer. C'est que mai 68 et sa mémoire authentique représenta et continue de représenter une menace contre l'ordre établi. Comme le disait Sartre dès 1968, «L'important, c'est que l'action ait eu lieu, alors que tout le monde la jugeait impensable. Si elle a eu lieu cette fois-ci, elle peut se reproduire...»

Julien Wicki

A LIRE

Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Paris: Complexe, 2005. Les citations de cet article en sont extraites.

DOSSIER: MAI 68, 40 ANS D'ESPOIR

Mai 2008, demandez le programme!

La droite a souvent collé aux revendications issues de mai 68 l'étiquette supposée infâmante d'«utopies». Pourtant les revendications portées par le mouvement social étaient très concrètes: augmentation des salaires, suppression des hiérarchies absurdes, droits de la femme, etc. En fait, pour la droite, utopie veut dire une idée qui ne se réalisera pas. Pour la gauche, proposer une utopie c'est au contraire se donner une direction, un horizon régulateur, à moyen ou à long terme.

La rédaction de *Pages de gauche* s'est donc prise à imaginer quelles pourraient être les utopies du Mai 2008. Réfléchir, donner des idées, imaginer, tout en sachant que sans mouvement social pour les porter, elles resteront lettre morte.

Un revenu universel inconditionnel

Le travail n'est plus, depuis longtemps, le lieu de l'émancipation des êtres humains. Pour l'immense majorité d'entre eux, il est plutôt le lieu même de l'oppression et de l'aliénation. Le travail est physiquement pénible, produit des effets délétères dans la santé, est souvent répétitif et abrutissant. Le but d'un travail authentiquement humain serait de lutter contre la

rareté afin de produire pour tous les biens nécessaires à une vie bonne: alimentation, logement, santé, culture, etc. Un simple regard sur ce qui est produit aujourd'hui dans le monde montre immédiatement que l'organisation du travail en régime capitaliste ne vise absolument pas à produire de la valeur d'usage et à satisfaire des besoins humains, mais uniquement à produire de la

valeur d'échange, afin d'accumuler du capital. Résumons la situation: d'un côté des forces productives démiurgiques qui permettraient aisément de satisfaire les besoins de tous, de l'autre une accapuration des richesses produites par une petite minorité, et la mise au travail forcée de l'immense majorité.

Un revenu universel inconditionnel serait un revenu

suffisant pour vivre décemment, versé à chaque individu, sans aucune condition ni contrepartie. Ceux qui voudraient gagner plus que ce minimum décent pourraient alors porter leur force de travail sur le marché, afin d'être employés. Mais les salariés seraient alors en position de force. Il n'y aurait plus d'«armée de réserve du prolétariat» qui pèserait à la baisse sur les salaires et le spectre du chômage ne pourrait plus être agité. Les travaux les plus dégradants, qui sont aujourd'hui les plus mal payés, se trouveraient paradoxalement très bien rémunérés, car plus personne ne serait contraint à les faire par l'extrême nécessité.

Un revenu social inconditionnel, est-ce une utopie, ou un programme?

RF



Avec un brin de cynisme, le monde actuel pourrait être comparé à une passoire: les flux financiers et de richesses sont libres de circuler, comme un liquide à travers les interstices; le système met en revanche tout en place pour restreindre la liberté des personnes migrantes, considérées comme des « morceaux » indésirables qu'il s'agirait de filtrer.

Il n'est plus possible de

continuer ainsi. Les richesses se concentrent là où elles sont déjà présentes, par le truchement d'une concurrence globalisée sans limites. Parallèlement et de manière totalement hypocrite, les Etats mettent tout en place pour limiter la liberté des personnes, sous de fallacieux prétextes sécuritaires.

L'abolition des frontières permettrait assurément de redonner une certaine dignité à

notre globe terrestre. Il s'agit de trouver enfin des solutions pour tendre vers une gouvernance mondiale plus démocratique. Cela signifierait également la fin des procédures sans espoir des demandeurs de visa en provenance du Sud, ainsi que la fin du diktat biométrique américain, etc.

Pour assurer la nécessaire collaboration internationale, une certaine forme d'Etat, responsable d'une portion du territoire,

reste bien évidemment indispensable. Mais la frontière ne saurait être le paravent du nationalisme conservateur. Elle doit se borner à délimiter le champ d'action d'une collectivité publique. Les frontières au sens actuel servent au contraire les intérêts de ceux qui plaident simultanément pour une globalisation financière et pour le renforcement des prétendues identités nationales.

RM

L'abolition des frontières

DOSSIER: MAI 68, 40 ANS D'ESPOIR

La fin de la propriété intellectuelle

L'abondance. L'un des grands rêves de nos jours: disposer de tous les biens et services en quantité suffisante pour toutes et tous. Combien de problèmes cela ne résoudrait-il pas? Famine, pauvreté, guerres, criminalité, inégalité. C'est aujourd'hui de la science fiction. Pourquoi? Il y a une immense barrière: nos ressources sont limitées. Chaque bien ou service a un coût: il faut travailler pour le produire et il est nécessaire

de disposer de ressources naturelles, sans parler de la pollution engendrée par la production.

La société moderne se base de plus en plus sur le savoir, la culture, la recherche. Ces nouveaux «produits» modernes ont une propriété intéressante: il faut bien sûr dépenser des ressources pour les produire une première fois, mais une fois qu'ils existent, la démultiplication est gratuite. Un auteur de roman, un inventeur de logiciel, de

technologie ou d'un médicament aura parfois dû beaucoup travailler pour créer son oeuvre, mais au moment où cette dernière existe, elle peut être gratuitement donnée à tout le monde, sans coût supplémentaire. Pour toute une série de biens et services, l'abondance qui paraissait si utopique devient une évidence: musique, idées, romans, design, logiciels. L'être humain, dans sa grande bêtise ou cupidité, a décidé ici d'y mettre sa propre barrière: la propriété intellectuelle.

Normalement, une utopie est irréaliste. La suppression de la propriété intellectuelle n'en est à ce titre pas une: elle n'aurait aucun coût et apporterait à chacun de nombreux biens et services, elle permettrait de guérir des malades, d'offrir la culture, de faire bénéficier toutes les personnes du progrès. Un seul argument est brandi contre cette mesure qui paraît

aller de soi: sans propriété intellectuelle, pas de motivation à inventer et créer. C'est aberrant d'oser dire cela. Les chercheurs des grandes entreprises pharmaceutiques ne bénéficient pas de la propriété intellectuelle sur leurs inventions: c'est l'entreprise qui la leur prend. Sont-ils pour autant moins motivés? Les professeurs et chercheurs dans les institutions publiques académiques sont-ils démotivés? La création artistique et l'invention sont comme la production un travail. En plus, il s'agit d'un travail agréable et stimulant. On peut rémunérer ce travail d'une autre manière qu'avec la propriété intellectuelle... pourquoi pas avec un salaire? Alors, on pourra décréter que tout progrès effectué par une personne bénéficiera à 8'000'000'000 d'autres. Quel heureux multiplicateur.

SB

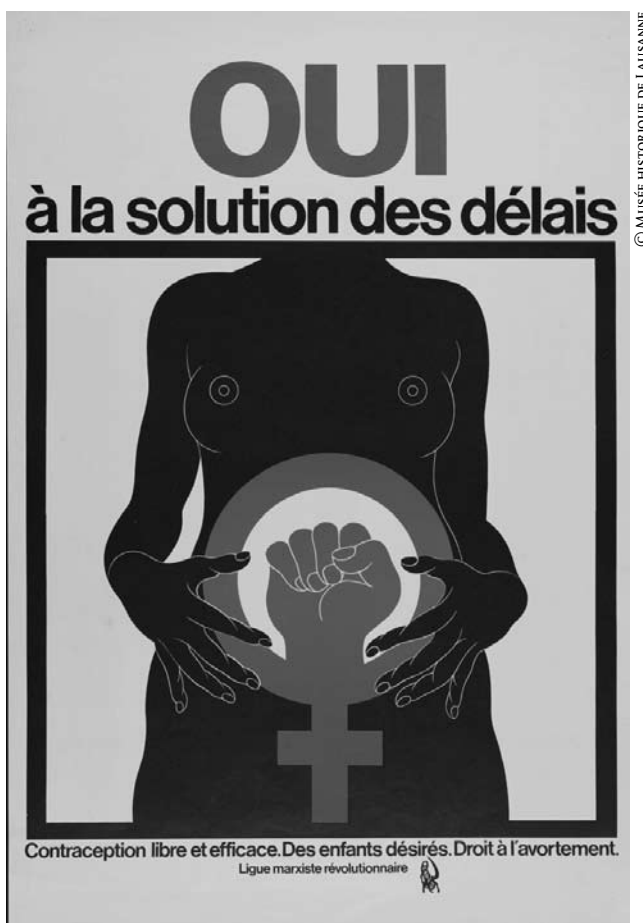
Annuler la dette!

Pour sa dernière «utopie», et afin de démontrer qu'il fut un temps et des esprits pour croire qu'elle n'en est justement pas une, nous vous proposons un extrait du discours sur la dette africaine prononcé par Thomas Sankara - révolutionnaire burkinabé - le 29 juillet 1987 lors de la 25e Conférence au sommet des pays membres de l'Organisation de l'Unité africaine.

ment ont joué comme au casino. Tant qu'ils gagnaient, il n'y avait point de débat. Maintenant qu'ils perdent au jeu, ils nous exigent le remboursement. Et on parle de crise. Non, Monsieur le président, ils ont joué, ils ont perdu, c'est la règle du jeu. Et la vie continue. Nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que nous n'avons pas de quoi payer. Nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que nous ne sommes pas responsables de la dette. Nous ne pouvons pas payer la dette parce qu'au contraire les autres nous doivent ce que les plus grandes richesses ne pourront jamais payer, c'est-à-dire la dette de sang. (...)

La dette, c'est aussi la conséquence des affrontements.

Lorsqu'on nous parle de crise économique, on oublie de nous dire que la crise n'est pas venue de façon subite. La crise existe de tout temps et elle ira en s'aggravant chaque fois que les masses populaires seront de plus en plus conscientes de leurs droits face aux exploités. Il y a crise aujourd'hui parce que les masses refusent que les richesses soient concentrées entre les mains de quelques individus. Il y a crise parce que quelques individus déposent dans des banques à l'étranger des sommes colossales qui suffiraient à développer l'Afrique. Il y a crise parce que face à ces richesses individuelles que l'on peut nommer, les masses populaires refusent de vivre dans les ghettos et les bas-quartiers. (...)



Soutien à l'initiative visant à la dépénalisation de l'avortement durant les 12 premières semaines de la grossesse, Ligue Marxiste révolutionnaire, Lausanne, 1977

La dette sous sa forme actuelle, est une reconquête savamment organisée de l'Afrique, pour que sa croissance et son développement obéissent à des paliers, à des normes qui nous sont totalement étrangers. Faisant en sorte que chacun de nous devienne l'esclave financier, c'est-à-dire l'esclave tout court, de ceux qui ont eu l'opportunité, la ruse, la fourberie de placer des fonds chez nous avec l'obligation de rembourser. On nous dit de

rembourser la dette. Ce n'est pas une question morale. Ce n'est point une question de ce prétendu honneur que de rembourser ou de ne pas rembourser.

(...) La dette ne peut pas être remboursée parce que d'abord si nous ne payons pas, nos bailleurs de fonds ne mourront pas. Soyons-en surs. Par contre si nous payons, c'est nous qui allons mourir. Soyons-en surs également. Ceux qui nous ont conduits à l'endette-

La Bolivie à la croisée des chemins

Deux ans et demi après la victoire électorale de décembre 2005, Evo Morales et son «Mouvement vers le socialisme» (MAS) vivent l'un des moments politiques les plus complexes de leur mandat. La polarisation socio-politique croissante se présente sous la forme d'un labyrinthe aux sorties compliquées, dans lequel la dynamique d'une Amérique latine majoritairement solidaire est devenue l'une des principales sources d'oxygène pour le président Morales.

Par Sergio Ferrari, E-Changer*

Le 18 décembre 2005, Evo Morales, dirigeant paysan indigène, gagnait les élections présidentielles, avec 54 % de l'électorat, instaurant ainsi un gouvernement progressiste dans ce pays andin.

«La légitimité accumulée par le Mouvement vers le socialisme (MAS) a permis d'initier un processus de changements qui tente de répondre à une grave crise de l'Etat», relève Jorge Komadina, chercheur connu en politique bolivienne au Centre d'études supérieures de (CESU), qui dépend de l'Université Mayor de San Simón (UMSS).

Néanmoins le même jour, rappelle-t-il, lors des élections des gouverneurs de région, le MAS a échoué dans 6 des 9 régions du pays. Et, de plus, l'opposition politique a obtenu la majorité des sièges au Sénat.

6 mois plus tard, début juillet 2006, le parti d'Evo Morales a gagné les élections à l'Assemblée constituante, mais sans obtenir les 2/3 des mandats nécessaires pour faire passer les réformes constitutionnelles en cours.

Au même moment, les départements de Santa Cruz (centre financier du pays), Beni, Pando et Tarija acceptèrent un référendum d'autonomie, qui a renforcé le mouvement actuel d'opposition frontale à Evo Morales.

En somme, «les élections de décembre 2005 – et celles des mois ultérieurs – ont créé une situation de 'gouvernement divisé', qui pourrait donner lieu à une situation de 'double pouvoir', en cas d'approfondissement de la tendance actuelle», signale le politologue.

DEUX BLOCS ANTAGONISTES

En résumé, l'actuelle réalité bolivienne se caractérise par «l'existence de deux projets politiques antagoniques, qui se disputent le pouvoir politique et la domination des ressources naturelles».

D'un côté le charismatique Evo Morales, le MAS, et une série de secteurs populaires et des classes moyennes appuient le processus actuel de changement. D'autre part, l'opposition politique dirigée par les partis *Podemos* et *Unidad Nacional*, les secteurs privilégiés – et plus particulièrement les propriétaires fonciers – détenteurs historiques du pouvoir économique, et le dénommé «Mouvement civique régional» ne cessent de défier le gouvernement d'Evo Morales.

«Les deux blocs peuvent compter sur une légitimité électorale, sur un appui social et sur une légalité reconnue». D'où une situation de «pat» dans les rapports de force au plan national.

Ce «pat» est marqué par un fait essentiel: «la violence symbolique et la stigmatisation de l'autre, du rival, a renforcé toujours davantage la confrontation dans la vie nationale».

Dans ce cadre, le travail laborieux de l'Assemblée constituante durant presque 2 années vient de prendre fin avec une nouvelle Constitution, approuvée sans avoir obtenu un réel consensus national et dénoncée par les secteurs anti-Morales.

Cette situation mène la Bolivie sur un chemin sans issue, où la convocation éventuelle de nouveaux référendums concernant aussi bien la Constitution que les auto-

mies départementales apparaît comme vraisemblable. Sans assurer, néanmoins, la possibilité de détendre un débat politique très tendu qui pourrait entraîner des explosions sociales et de nouvelles confrontations à court ou à moyen terme.

VERS L'AVENIR

En analysant l'actuelle et complexe situation, «nous constatons que la Bolivie vit un moment de transition historique. Le cycle néo-libéral (1985-2000) est épuisé, mais l'ordre nouveau n'en finit pas de naître». Avec le facteur aggravant que le processus de réforme politique «est bloqué», souligne Komadina.

Ces deux projets de pouvoir «se disputent le sens et l'orientation des transformations et la lutte pour le pouvoir

...un débat politique très tendu qui pourrait entraîner des explosions sociales et de nouvelles confrontations...

politique est intense», ajoute-t-il. Et bien qu'il existe un équilibre entre les forces en présence, «aucune d'elle ne peut soumettre ou séduire l'autre».

Dans ce cadre, considérant l'avenir proche, l'universitaire bolivien trace deux scénarios possibles: la confrontation ou l'accord politique.

Si l'actuelle logique politique prévaut, la porte est ouverte à l'affrontement: les deux blocs – gouvernement et opposition – s'accusent mutuellement d'illégalité; les référendums prévus dans les départements de Santa Cruz, Pando, Beni et Tarija pour le mois de mai peuvent se solder par l'acceptation des statuts d'autonomie.

La seconde option, la négociation, pourrait déboucher sur un accord politique entre le gouvernement et l'opposition, rendant compatible le projet constitutionnel et les statuts d'autonomie, suivi d'une votation simultanée obtenant un large appui des citoyens.

Et dans ce même cadre, le Congrès (parlement) trouverait un consensus pour réorganiser la Cour électorale et le Tribunal constitutionnel, deux importants pouvoirs de l'Etat qui aujourd'hui ne fonctionnent pas.

«Un scénario difficile, si on analyse la dynamique actuelle du pays», affirme Jorge Komadina. Mais il est vital pour assurer une solution négociée excluant la confrontation violente. Durant la 3e semaine de mars, Evo Morales a pris l'initiative de demander une médiation de la hiérarchie catholique, un effort supplémentaire pour désamorcer la crise.

L'appui significatif et explicite de la majorité des gouvernements latino-américains – de Cuba et du Venezuela jusqu'à l'Equateur, le Brésil et l'Argentine constitue un autre élément de poids dans cette conjoncture délicate.

Un moment complexe, un labyrinthe à la sortie difficile, où il semble pourtant y avoir place pour l'optimisme. «Je continue à être optimiste par la volonté, même si la raison ne nous rend pas toujours très optimiste», pas plus que l'analyse politique rationnelle, conclut Jorge Komadina.

*Traduction H.P. Renk
Service de presse E-CHANGER,
ONG de coopération solidaire
présente en Bolivie

La naturalisation par les urnes est antidémocratique

Le cœur du problème, dans l'initiative pour des naturalisations par les urnes mise au vote le 1er juin, tient dans la définition de la démocratie. Alors que ses promoteurs ne cessent d'affirmer le caractère démocratique de cette procédure, il faut leur répondre que les principes fondamentaux de la démocratie conduisent au contraire à rejeter cette pratique.



L'UDC a ressorti pour cette campagne son affiche raciste et xénophobe.

Par Antoine Chollet

Il faut se souvenir que la démocratie ne repose pas uniquement sur le vote des citoyens, mais également sur deux autres piliers essentiels qui sont les droits fondamentaux et l'État de droit. Les premiers garantissent des droits égaux à tous les individus, le second est construit sur le principe de légalité (l'autorité est soumise à ses propres lois, et toute décision particulière doit s'appuyer sur une règle générale selon le principe de hiérarchie des normes). La conséquence de l'adjonction de ces deux nouveaux piliers à la conception antique de la démocratie a eu pour effet de limiter l'exercice de la souveraineté populaire au vote des lois et de laisser à d'autres organes (cours de justice, administrations) le soin de les mettre en œuvre et de les faire respecter.

DÉMOCRATIE ET LÉGALITÉ

Les naturalisations par les urnes contreviennent très

clairement à cette définition contemporaine de la démocratie. Dans ces scrutins, les citoyens ne votent pas des lois mais prennent des décisions particulières affectant des individus précis, agrégats de positions établies en dehors de tout cadre légal, et débouchant sur des décisions arbitraires sans justification ni recours possible. Si la naturalisation par les urnes est donc effectivement la manifestation de l'opinion des citoyens, elle n'en est pas démocratique pour autant. Pour le comprendre, il faut répéter cette différence essentielle entre la loi (une règle générale et abstraite) et son application (des décisions particulières et concrètes). Si la première a vocation, en démocratie, à être votée par les citoyens, la seconde ne peut leur être confiée, afin de préserver la légalité de ces décisions.

Les promoteurs de l'initiative ont raison de dire que la question de la naturalisation est politique, la meilleure preuve en sont les nombreuses lois liées à cette thématique...

...le jugement d'un crime n'est pas rendu par un vote populaire...

que sur lesquelles les citoyens suisses se sont prononcés ces dernières années. Mais il est en revanche contraire aux valeurs démocratiques de prétendre que la décision de naturaliser une personne particulière doit se poser au niveau politique. Elle concerne un individu, elle relève de l'application d'une loi, elle exige une connaissance de la situation, et, si cette décision est négative, elle doit s'assortir de justifications et pouvoir faire

l'objet d'un recours. Les droits fondamentaux nous interdisent de placer cette décision dans le cadre d'un débat politique, car l'individu qui demande la nationalité suisse a droit comme tout le monde à un traitement juste et équitable lors de cette procédure.

DES RÈGLES DÉMOCRATIQUES

Nul ne contesterait que le droit pénal, les règles du mariage ou la fiscalité ne sont pas des questions politiques, par exemple. Or, malgré cela, le jugement d'un crime n'est pas rendu par un vote populaire, pas plus qu'un mariage n'est prononcé par l'assemblée des citoyens, ni la fixation du montant d'impôts dû par un contribuable spécifique. De la même manière, si les règles de la naturalisation peuvent évidemment faire l'objet de débats politiques et de décisions populaires, les décisions qui vont ensuite découler de ces règles ne relèvent plus du même univers, et doivent donc être confiées à des organes ad hoc. Ajoutons que la naturalisation n'en devient pas pour autant automatique, puisque les lois en question laissent des marges d'appréciation subjective assez larges quant à la décision finale.

La pratique de naturalisation par les urnes me semble aller à l'encontre de plusieurs des principes fondamentaux de notre démocratie. Il est indispensable de profiter de cette campagne pour réaffirmer quelques-unes de ces valeurs essentielles : l'État de droit, la garantie des droits fondamentaux, l'égalité devant la loi, la protection contre l'arbitraire, entre autres.

Decfo-Sysrem: de petites avancées.

Face au projet du Conseil d'Etat vaudois d'introduire un nouvel méthode de classification des fonctions (Decfo) et une nouvelle grille de salaire (Sysrem), les employé-e-s de l'Etat étaient descendus massivement dans la rue et avaient fait grève le 31 janvier dernier. Visiblement impressionné, le Conseil d'Etat s'est déclaré prêt à renégocier certains aspects, et s'est finalement retranché dans une manœuvre dilatoire: un silence de près de deux mois.

Le 31 mars, les négociations entre syndicats et employeur ont repris. Le Conseil d'Etat a fait quelques avancées, qui découlent directement de l'ampleur de la manifestation. Néanmoins, même la plus spectaculaire de ces mesures – l'ajout de 80 millions de franc sur six ans – n'est jamais que le financement du coût même du système proposé par le Conseil d'Etat, les fameuses «revalorisations» promises depuis longtemps à diverses fonctions (institutrices, notamment).

Ces concessions semblent néanmoins bien maigres face à l'ampleur de la mobilisation, et surtout face aux problèmes de fond que pose Decfo et que le gouvernement refuse de négocier (individualisation et flexibilisation des fonctions, critères managériaux, absence de partenariat social, etc.; voir PdG n° 60 et 63). Les syndicats se sont donc réunis le 9 avril pour discuter de la suite de la mobilisation et ils ont convenu d'une manifestation unitaire le 15 mai, précédé d'une Assemblée générale le 29 avril, qui pourrait décider d'un préavis de grève. Au moment où le Canton de Vaud annonce un bénéfice de près d'un milliard de francs, et alors que le Conseil d'Etat fait cadeau aux actionnaires de 540 millions sur six ans, il n'y a pas de raisons que la fonction publique soit seule à se serrer la ceinture.

Des molosses à Berne?

La muselière sera-t-elle nécessaire? Un comité d'initiants souhaiterait que le Conseil fédéral et l'administration ne s'impliquent plus dans les votations. L'initiative repose sur un discours anti-élite et quelque peu populiste.

A voir Moritz Leuenberger s'occuper du conflit de CFF Cargo, Pascal Couchepin se faire tout petit face aux caisses maladies ou Hans-Rudolf Merz se mettre à plat ventre face aux très riches actionnaires, on peine à croire à une quelconque dangerosité des conseillers fédéraux. Pourquoi donc leur imposer encore une «muselière»?

L'initiative «Souveraineté du peuple sans propagande gouvernementale», dite initiative «muselière», a été lancée par un comité «Citoyens pour les citoyens» proche de la droite. Les initiants souhaiteraient que le Conseil fédéral s'abstienne de s'engager dans les campagnes de votation. Parmi les partis gouvernementaux, seule l'UDC soutient ce texte. A Uri une initiative identique à celle-ci, lancée par l'UDC a été refusée par 66% des votants en février dernier. Le discours des initiants reprend

les thèmes préférés de l'UDC en dénonçant les élites politiques et un Conseil fédéral qui s'acharnerait à tromper les citoyens.

QUI PEUT PARLER?

L'initiative repose sur deux points. Premièrement le Conseil fédéral s'abstient «de toute activité d'information et de propagande». Seul le chef du département pourrait communiquer brièvement une fois sur le sujet. Deuxièmement, aucun financement de la Confédération ne peut être accordé à des votations. Les initiants dénoncent donc la propagande du Conseil fédéral qui tromperait les citoyens et ainsi court-circuiterait la démocratie directe. Ainsi le Conseil fédéral devrait se taire car il parle trop.

Il est permis de se demander si les initiants n'accordent pas trop d'importance au Conseil fédéral dans la formation de la volonté populaire. D'autant plus que les

interventions des autorités dans les campagnes de votations sont déjà encadrées par la loi. En effet, le Tribunal fédéral a, plusieurs fois, rendu des avis sur ce sujet et enjoint le Conseil fédéral à la retenue et à la proportionnalité. Bien entendu, la désinformation et la propagande sont clairement interdites. Par contre l'initiative laisse le champ libre aux puissances financières pour engager des moyens importants dans les campagnes. Elle ne résout donc absolument pas le problème de la disproportion des moyens.

UNE INITIATIVE ANACHRONIQUE

Dans ce contexte, l'initiative paraît anachronique. Il semblerait que les initiants regrettent l'esprit de la constitution de 1848, avec un Conseil fédéral exerçant un rôle d'administrateur et de gestionnaire. Les initiants souhaiteraient

donc réactiver le mythe d'un gouvernement qui serait «au-dessus des partis»? En somme, les réactionnaires suisses du XXI^e siècle rejoindraient les modernisateurs radicaux hégémoniques du XIX^e.

Cette initiative consacrerait à nouveau la dimension «non-partisane» du Conseil fédéral, tout en ignorant que désormais la Confédération gouverne aussi. Empêcher les autorités d'intervenir reviendrait à nier le rôle politique de ces dernières. Dans cet ordre, il est important que le Conseil fédéral, en particulier, soit responsable et comptable des objets soumis au vote. Il est donc important qu'il communique son avis. Non pas pour montrer la voie, tel un guide vertueux, ni pour désinformer, mais parce que le Conseil fédéral est un acteur politique à part entière.

Mathieu Gasparini

Un master pour les infirmières?

La Suisse romande se bat pour faire valider une formation en sciences infirmières de niveau master. Quels enjeux?

Si nous espérons que le master en sciences infirmières soit offert à Lausanne au plus tard à la rentrée 2009, le parcours pour la reconnaissance et l'acceptation par la Confédération est long et difficile. Nous nous proposons de présenter les différentes questions soulevées par cette quête laborieuse, dont l'issue reste incertaine.

Tout d'abord la réforme des études en soins infirmiers s'inscrit à la fois dans le processus dit «de Bologne» qui exige, entre autres, une standardisation des différents titres octroyés pour une même formation au niveau européen, et également dans la mise en place du système des Hautes Ecoles Spécialisées (HES). Ces dernières dépendent du secteur de la formation professionnelle et en particulier du Département de l'économie de la Confédération, qui coordonne de près les offres de formation. Ainsi chaque filière doit justifier sa

nécessité selon les besoins du marché professionnel et démontrer une masse critique suffisante.

LA FORMATION HES

Le modèle d'une formation de base sous la forme d'un *bachelor* en soins infirmiers, faisant suite à une maturité ou une équivalence, s'est généralisé en Suisse romande, alors que la Suisse alémanique s'accroche à une formation en Ecole spécialisée (ES), de niveau «diplôme». Les *bachelors* proposés dans les régions germanophones se sont construits comme spécialisation aux diplômes ES, alors que les titres HES romands sont généralistes. La Romandie a donc besoin de créer des *masters* comme spécialisation, mais aussi pour développer la recherche et l'enseignement de pointe dans ce domaine en pleine expansion, conformément d'ailleurs aux missions des HES.

Il faut relever que les deux stratégies sont justifiées par

les mêmes velléités. La pénurie en personnel infirmier se fait toujours plus sentir et il faut donc agir pour augmenter le nombre des personnes en formation. Mais là s'arrêtent les convergences. La politique alémanique de maintenir un accès «facile» à une formation professionnelle dont on ne reconnaît pas le niveau réel et qui ne permet pas une meilleure valorisation de la profession ne paraît pas amener à une résolution de la pénurie. A l'inverse, nous observons en Romandie que les HES «font le plein».

La suspension de l'accord de l'office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT) à la création du master à Lausanne montre une remise en cause du modèle HES et menace ainsi la revalorisation d'une formation qui en a bien besoin. En outre cet acte nie la relation entre le niveau de formation et la qualité des soins, relation pourtant bien établie.

DES PRÉJUGÉS SEXISTES

L'attitude de la Confédération rappelle celle de nombreux gouvernements cantonaux à l'égard des éducatrices et éducatrices de la petite enfance, autre profession essentiellement féminine qui bute sur les préjugés sexistes et indémontables qu'il est «naturel» pour les femmes de s'occuper et de soigner les autres et en particulier les enfants, et que donc une formation ne se justifie pas. Pour les soins infirmiers, ce point de vue est de moins en moins exprimé explicitement, probablement en lien avec la masculinisation partielle de la profession. Et s'il est regrettable de devoir passer par ce processus pour voir une amélioration dans la reconnaissance sociale et institutionnelle de cette profession, il est certain que la qualité de la formation y contribue également grandement.

Stéphanie Pache

Grimm, une boussole pour le socialisme?

Combattant, homme d'Etat, militant, Robert Grimm a disparu il y a 50 ans

Par Adrian Zimmermann,
président de la section Berne-Sud
du Parti socialiste

Robert Grimm est mort le 8 mars 1958. Né le 16 avril 1881 à Wald, dans l'Oberland zurichois, fils d'une tisserande et d'un ajusteur, il a été d'abord apprenti imprimeur avant de devenir très vite l'un des principaux dirigeants du mouvement ouvrier suisse. Il y a de bonnes raisons de le considérer comme la figure la plus marquante de la politique suisse du 20^e siècle.

Lors de la grève générale de 1918, Grimm a pris la tête du plus important mouvement de masse qu'ait connu la Suisse moderne, se retrouvant au cœur d'une lutte pour le pouvoir sans précédent dans l'histoire contemporaine. Si la grève générale s'est achevée apparemment sur une défaite du mouvement ouvrier, elle n'en a pas moins été le moteur d'idées novatrices qui ont pu être réalisées pour les unes assez rapi-

dement, pour les autres au cours des décennies suivantes.

PARTICIPATION AU POUVOIR

Plus tard, sous la menace du fascisme, Grimm a prôné la participation des socialistes aux exécutifs. En 1938, il a lui-même accédé au gouvernement bernois, assumant ensuite pendant la deuxième guerre mondiale la direction de la section énergie et chaleur de l'administration de l'économie de guerre. En tant qu'expert de la gestion de crises et de la création d'emplois, Robert Grimm a contribué de manière décisive à l'implication croissante de l'Etat dans la marche de l'économie. A ses yeux, la participation au gouvernement n'était pas un but en soi, mais « une question tactique, à trancher en fonction des rapports de force et de pouvoir existants », la question essentielle à se poser étant celle de savoir ce que les travailleuses et les travailleurs peuvent retirer d'une telle participation.

Robert Grimm est certai-

nement aussi le socialiste suisse le plus connu et le plus réputé sur le plan international. Durant la première guerre mondiale, c'est lui qui a rassemblé à Zimmerwald et à Kienthal les opposants à la guerre au sein des partis d'obédience socialiste. Il s'engagera plus tard sur la scène internationale en faveur d'une voie résolument sociale-démocrate, entre l'opportunisme de droite et le bolchévisme.

FIDÉLITÉ AUX IDÉAUX

Il a également démontré dans ses écrits historiques que le mouvement ouvrier suisse n'est pas, comme on le prétend souvent à tort, un produit d'importation, mais constitue une conséquence logique des rapports de classe régnant en Suisse aussi. Grimm a puisé dans ses réflexions sur les grandes évolutions historiques la conviction que le mouvement ouvrier parviendrait à l'emporter et à mettre en place une vision socialiste de la société.

Resté toujours fidèle à ses convictions, il s'est montré fier des conquêtes du mouvement ouvrier dans ses derniers écrits, mettant cependant ce dernier en garde contre toute illusion sur le caractère durable de la haute conjoncture et par conséquent sur la propension des patrons à faire des concessions. Une vision prémonitrice quand on pense aux vagues de réaction néolibérales auxquelles on assiste depuis la crise des années 70.

A la fois pragmatique et révolutionnaire, Grimm était bien l'incarnation de la social-démocratie. Car s'il n'était pas prêt à participer au travail politique au quotidien, fait d'efforts opiniâtres et de compromis, le Parti socialiste ne serait qu'une secte de rêveurs utopiques. A l'inverse, dépourvu d'une vision socialiste, il ne serait qu'une machine sociale-libérale à distribuer les mandats.

Source:
Service de presse PSS

SERGE AUDIER



Par Antoine Chollet

Dans la floraison éditoriale qui accompagne les 40 ans de Mai 68, il y a quelques bijoux à ne pas manquer, parmi lesquels le dernier livre de Serge Audier. Loin des commémorations commerciales ou des dénonciations

Les héritages de Mai 68 - un livre de théorie politique

plus ou moins calomnieuses, il se livre à un vrai travail d'histoire intellectuelle en examinant l'ensemble des réactions critiques aux événements, en insistant bien sur la diversité des positions – critique libérale, communiste, « républicaine » ou conservatrice – et en montrant leurs évolutions ces quarante dernières années, au gré des anniversaires ou des événements politiques.

Ce que ce livre très documenté montre de plus intéressant, c'est peut-être l'incroyable variété de ces critiques de 68, le qualifiant tantôt de « psychodrame » sans importance, simple révolte d'enfants gâtés par la société de consommation,

tantôt d'événement fondateur des dernières mutations du capitalisme, sacre de l'individu narcissique et égoïste ou avènement de la mondialisation libérale. Tous se situent par rapport à lui, mais sans jamais lui donner le même sens, ni le définir de la même manière (l'oubli presque généralisé de la grève générale qui accompagna le mouvement des étudiants est à cet égard très significatif).

Enfin, de cette grande entreprise de liquidation de Mai 68, ne ressortent que quelques rares auteurs ayant su, selon Audier, prendre au sérieux l'héritage de ces événements, et montrer de quelle manière ils sont encore perti-

nents: Claude Lefort dans sa description d'une démocratie intégrant sans fin de nouveaux conflits, Cornelius Castoriadis grâce à l'articulation qu'il propose entre écologie et autonomie, et André Gorz lorsqu'il affirme que la modernité a oublié d'interroger les mythes qui la constituent, notamment le productivisme. Gageons avec l'auteur que ce petit panthéon personnel saura se montrer plus durable que ce qui tient lieu actuellement de pensée politique.

Serge AUDIER, *la Pensée anti-68, essai sur les origines d'une restauration intellectuelle*, Paris, La Découverte 2008, 380p.

«Il faut savoir se battre contre des gens extrêmement décidés...»

Charles-André Udry est une figure historique du trotskisme, autrement dit d'un «marxisme critique anti-stalinien», comme il le précise. animateur des luttes et des idées de la «gauche de la gauche» en Suisse romande, il revient, pour nous, sur son parcours politique.

PdG: Racontez-nous vos débuts en tant que militant

C.-A. U.: J'avais seize ans et vivais en Valais lorsque je rencontrai Albert Dussex, un manœuvre autodidacte. Il était rédacteur du *Peuple Valaisan*. Il possédait une grande bibliothèque, remplie d'ouvrages politiques, économiques, entre autres le *Traité d'économie marxiste* d'Ernest Mandel, paru en 1962. Cet homme m'a appris que des

...Les travailleurs désirent faire le lien entre le savoir acquis et la lutte pour leur dignité et leurs droits..._____

travailleurs engagés, qualifiés d'«humbles», ont une grande soif de savoir. Ils veulent faire le lien entre le savoir acquis et la lutte pour leur dignité et leurs droits; s'instruire pour mieux se défendre. A son contact j'ai également appris à organiser des réunions dans les sections, pour le PS valaisan, dont j'étais membre.

Une autre rencontre importante fut celle de Clovis Luyet, de Savièse, dirigeant de la FOBB (Fédération des ouvriers du bâtiment et du bois). Luyet m'a appris qu'il faut savoir se battre contre des gens qui sont extrêmement décidés... Car en face, nos adversaires ont un véritable sens de classe. Ils connaissent bien leurs intérêts et se battent pour. Luyet me disait «ils ne doivent pas nous faire peur!» Cela n'a rien d'anecdotique...

Il y eut une autre rencontre. Dussex recevait l'hebdomadaire belge, *La Gauche*. Son rédacteur en chef était Ernest Mandel, un des dirigeants la IVème Internationale. Je lisais cette publication très intéressante. J'ai décidé d'écrire à sa rédaction. Ainsi, je suis entré en

contact avec Mandel et, du même coup, avec le «trotskisme».

Puis, je suis venu à Lausanne. En 1965, je quittai le PS pour entrer au Parti du Travail (PdT-POP). Je ne partageais pas son orientation, entre autres concernant l'URSS. Mais j'y adhérai, car ils réunissaient une certaine base ouvrière. En son sein, j'ai toujours défendu ouvertement mes idées, entre autres au sein des «Jeunesses progressistes».

Comment par la suite se passa cette adhésion «conflictuelle»?

Des débats ont été ouverts à plusieurs reprises. D'abord, au sujet du Vietnam. Le mot d'ordre officiel était: «*Paix au Vietnam!*». D'accord. Mais se posait aussi, dans cette guerre de libération nationale, la question de la victoire émancipatrice d'un peuple, avec et «contre» le PC Vietnamien, marqué par des conceptions stalinienne.

Il y eut mai 68. Je n'ai jamais pensé qu'il s'agissait d'une révolution. Mai 68 c'est avant tout une grande grève ouvrière. L'émergence d'éléments de contre-pouvoir était possible. Le PCF et la CGT ont tout fait contre cette possibilité.

Il y eut un «clash» sur les droits des immigrés, entre 1967 et 1969. D'autres et moi soutenions que le POP devait s'engager pour les mêmes droits entre Suisses et immigrés. La réponse, au sein du parti, avait souvent une tonalité xénophobe: «*Tu voudrais un passeport italien?*»

Dès juin 1968, nous dénoncions la future intervention militaire soviétique, d'août 1968, en Tchécoslovaquie et avons appuyé les revendications démocratiques et sociales qui s'exprimaient avec force. Le PdT a superficiellement dénoncé l'in-

tervention. Puis, il s'est tu face à la «normalisation». Son souci: «quelles répercussions pour les élections?».

Pierre Rieben était responsable de la *Voix Ouvrière des usines*. On la distribuait régulièrement sur les fabriques: nous y donnions des informations utiles pour les syndicalistes.

Ce qui se passe en Suisse ne peut être séparé des évolutions internationales. Sans cela, le risque est grand de réduire l'engagement militant à de «petites carrières»: on entre au Conseil communal, puis au Grand Conseil, etc...Ce n'était – et ce n'est – pas ma tasse de thé.

Et après le PdT?

Nous nous sommes fait exclure du PdT-POP en 1969. Nous avons créé la Ligue Marxiste Révolutionnaire (LMR), qui existera en tant que Parti socialiste ouvrier (PSO) jusqu'en 1988. Dès décembre 1973, j'ai travaillé à Bruxelles avec Mandel, pour éditer une revue bimensuelle en quatre langues: *Inprecor*, organe de la IVe Internationale.

Depuis les années 1980, j'ai aussi travaillé en Amérique Latine. J'y ai tissé de liens solides et y vais assez souvent: pour des réunions syndicales, politiques, de paysans sans-terre.

Hier la LMR, aujourd'hui le Mouvement pour le Socialisme (MPS). Quelle est sa place dans le paysage politique?

Mon souhait: que le MPS œuvre à la création d'une force nationale qui pense et agissent pour que le système soit changé «à la racine». Cela suppose un débat sur: comment y parvenir, au moins dans une dimension européenne? En partant des luttes, des besoins et des droits à reconquérir, tant leur mise en

cause est brutale aujourd'hui. Le MPS se doit d'agir pour la recomposition d'une force anti-capitaliste et socialiste, au meilleur sens historique de ce terme. Le PS, dont je respecte des militants, est un parti à orientation social-libérale.

On vous accuse d'un certain sectarisme et vous reproche de pratiquer l'entrisme.

Dans la gauche suisse, il y a une crainte du vrai débat d'idées, alors que c'est justement une de ses tâches: débattre sérieusement, d'autant plus dans une situation complexe. Ici tout se justifie au nom du «pragmatisme». La droite idéologisée en profite.

Par rapport à l'entrisme: les trotskistes très minoritaires ont été réprimés par la droite et

...Dans la gauche suisse, il y a une crainte du vrai débat d'idées..._____

les stalinien durant des décennies. Pour survivre et rester en lien étroit avec le «monde réel», ils sont entrés dans partis politiques de gauche. Depuis les années 1960, j'étais contre un entrisme immergé et pour l'«entrisme-sortisme». Entrer, ne pas cacher ses idées, les exprimer. Et prendre le risque de se faire exclure. Dans le PdT-POP, le droit de tendance organisée n'existait pas. Il fallait donc se «méfier». Ce droit existe dans le PS. Qu'en faire? C'est le problème.

Propos recueillis par Maurizio Colella

Version intégrale de
l'entretien sur
WWW.PAGESDEGAUCHE.CH

Arnold Künzli

«En d'autres termes: le drapeau tricolore [liberté, égalité, fraternité] n'a été hissé qu'à mi-mât lors de la Révolution française bourgeoise. Le système économique et le système de propriété sont restés tabous. Dans ce sens, une gauche démocratique devrait se donner pour tâche de hisser ce drapeau en entier et de transformer le bourgeois en citoyen.»

in *Trikolore auf Halb- mast*, Zürich 1992.

Arnold Künzli (1919-2008) était un philosophe politique suisse, penseur du socialisme démocratique. Sans être membre du PSS, Künzli a participé à la fin des années 1970 à la rédaction d'un nouveau programme pour le parti, qui a été rejeté pour son trop grand radicalisme...



agenda

Du 6 mars au 26 mai
Conférences à l'enseigne des Communes sans OGM.

Genève, Lausanne, Fribourg, Martigny, Delémont, Sion, Chézard-Saint-Martin / NE
WWW.STOPOGM.CH/
HTMLFILES/COMMUNES.HTML

Du 4 avril au 10 août
Une Suisse rebelle. 1968-2008

Exposition temporaire au Musée historique de Lausanne
WWW.LAUSANNE.CH/
MHL

25 avril
Briser la logique des expulsions.

Conférence du Forum pour les droits humains en Israël/Palestine.
09h00, Kornhausfo-

rum, Stadtsaal, 1er étage, Berne.
WWW.AMNESTY.CH

26 avril
22ème Commémoration de la catastrophe de Tchernobyl

Genève, 14h au Centre Oecuménique
WWW.INDEPENDENTWHO.INFO

27 avril
Elections communales neuchâteloises.

Du 30 avril au 4 mai
Salon du livre, de la presse et du multimédia.

Palexpo, Genève. Avec son village alternatif.
WWW.SALONDULIVRE.CH

1er mai
Fête des travailleuses et des travailleurs.

♪ Mai 68 en chansons

Même si dans votre ville
Tout est bien resté tranquille
Sans pavés sans barricades
Sans blessés et sans grenades
Même si vous avez gobé
Ce que disait la télé
Même si vous vous en foutez
Chacun de vous est concerné

Même si vous croyez maintenant
Que tout est bien comme avant
Parce que vous avez voté
L'ordre et la sécurité
Même si vous ne voulez pas
Que bientôt on remette ça
Même si vous vous en foutez
Chacun de vous est concerné
Dominique Grange, Chacun de vous est concerné, 1968

Je v'nais de manifester au Quartier
J'arrive chez moi, fatigué, épuisé,
Mon père me dit : bonsoir fiston, comment ça va ?
J'lui répond : ta gueule, sale con, ça t'regarde pas !
(...)
L'proviseur m'a convoqué le lendemain,
Dans son cabinet privé, pour un entretien,
Ym'dit : essayez vos pieds avant d'entrer.
J'ui ai dit : écoute mon pote, tu m'laisses causer !
(...)
Je m'suis r'trouvé dans la rue, abandonné,
J'étais complèt'ment perdu, désespéré,

Un flic me voit et me dit : qu'est-c'tu fous ici ?
A l'heure qu'il est, tu devrais être au lycée,
Et j'ui ai dit : crève salope !
Et j'ui ai dit : crève charogne !
Et j'ui ai dit : crève fumier !
Vlan ! Bouclé !
(...)
Renaud, Crève, salope!, 1968 (jamais éditée...)

Le père Legrand dit à son p'tit gars
- Mais enfin bon sang qu'est-ce qu'y a
Qu'est-ce que tu vas faire dans la rue fiston ?
- *J'veis aller faire la révolution*
- Mais sapristi bon sang d'bon sang
J'te donne pourtant ben assez d'argent
- *Contre la société d'consommation*
J'veux aller faire la révolution
La Révolution! La Révolution!
- Mais enfin j't'a payé l'école
C'est pourtant pas des fariboles
- *On n'nous apprend qu'des insanités*
Et on nous empêche de contester
- Ah si tu travailles comme ça j'ai peur
Qu'tu passes pas dans la classe supérieure
- *Les différences de classe nous les supprimons.*
C'est pour ça qu'on fait la révolution
La Révolution! La Révolution!
Evariste et les chœurs du Comité Révolutionnaire d'Agitation Culturelle, La Révolution, 1968

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Pages de gauche
Mensuel d'opinions socialistes